

L'essor

n° 5 - octobre 2006 - paraît 6 fois par année

Editorial

La machine à exclure est en marche !

L'issue des élections du 24 septembre portant sur le double scrutin des lois sur l'asile et les étrangers était tout sauf imprévisible et il n'y a guère qu'une poignée de doux rêveurs pour s'en étonner ou feindre de s'en étonner. Car la machine infernale est en marche, le rouleau compresseur de la haine et de l'exclusion en branle, broyant sur son passage le bon sens et l'humanisme. Les instincts de la peur l'emportent sur le rationnel. Plus facile de cultiver la haine que la concorde, de promouvoir le partage que le gaspillage. Le débat d'idées s'enlise et se radicalise, butant sans résistance contre les idées fondamentales garantes du droit des humains. L'arrogance du verbe et le rejet du faible sans défense sont portés au zénith.

L'amalgame du binôme «*étranger/asile*» a été savamment instillé dans les esprits, trouvant un terreau fertile dans les scores sans appel des votations sur les mesures de contraintes. On passe maintenant à la vitesse supérieure. On quadrille, on évoque les grands ensembles géographiques et économiques affublés de noms pompeux (UE extensible à souhait et AELE) et on trie les hommes comme l'on ferait du bétail.

Les bons étrangers, les intégrables, dans la Cité; les indésirables et inclassables, loin du bal! On ne fait plus dans la dentelle, car on a assez parlé. Mais dans cette géométrie et géographie variables, où classerait-on les ressortissants du pays des Aborigènes, de celui des Maoris ou celui des Zoulous sans parler de ceux du Soleil Levant à qui on fait désormais les yeux de Chimène? Font-ils aussi partie des deux sacro-saints ensembles de référence? A moins que les critères de tri soient ailleurs. Mais il n'y a que les dupes et les candides pour ne pas voir les choses venir. Hier les gares de triage, demain les charters ou containers de rapatriement. Pendant ce temps, des dangers planent sur la planète.

Et on nous dit que les nouvelles dispositions seront bientôt exécutables et toutes les instances concernées, politiques et judiciaires sont invitées et/ou sommées de les appliquer. Précaution superflue car certains esprits impatientes n'ont pas attendu ce feu vert pour les appliquer à leur manière. C'est ainsi que selon sa provenance géographique et la pigmentation de sa peau, selon le service que l'on sollicite, on se voit soumettre à d'étranges questionnaires improvisés.

Ainsi donc, les vexations et humiliations ordinaires ne seront que du pipi de chat pour les estampillés mauvais sujets! Car il faudra montrer «patte blanche» pour toutes les démarches au quotidien, travail, logement, assurances, formation... Dans le même temps, on nous convie aux grandes messes de l'intégration à grand renfort de publicité et de mobilisation humaine.

Longtemps ils nous ont tenu le discours de l'intégration dont ils ont savamment formulé la définition, nous avertissant que la formation en était le sésame. Nous avons encouragé nos enfants à aller chercher le savoir pour s'approprier les valeurs fondatrices de la société d'accueil, ceci au détriment de nos valeurs culturelles et voilà que nous devons leur expliquer que leur chance d'accès au monde du travail dépendra de paramètres et facteurs géopolitiques, pour des raisons sécuritaires et d'apaisement des citoyens. Car le prochain chantier stratégique auquel notre machine va s'attaquer sera «l'islamisation et la violence dans les écoles». Un autre amalgame en perspective. Bien du plaisir...

Décidément, il y a quelque chose qui sent le soufre au paradis de Calvin.

Adèle Moechler-Ekoumou

Message aux amis de *l'Essor*

Je vais être un peu abrupt, mais moins que les Israéliens au Liban, donc vous me le pardonnerez bien. Mais vraiment, dans le monde, les Occidentaux ont dépassé toutes les bornes.

Allez-vous enfin sortir de votre molle et coupable neutralité, laquelle, me semble-t-il, ne masque rien d'autre qu'un accord avec les pratiques criminelles des E.-U. et d'Israël, et avec eux des autres pays occidentaux complices? Allez-vous, vous qui dans votre charte prônez la paix et l'amour, encore rester une fois sans rien dire? Prendrez-vous une fois clairement position contre les politiques belliqueuses, assassines et lâches de l'Occident face à des pays démunis qui n'ont aucun moyen pour résister à la brutalité monstrueuse des technologies de la guerre moderne?

«La paix universelle se réalisera un jour non parce que les hommes deviendront meilleurs (il n'est pas permis de l'espérer); mais parce qu'un nouvel ordre des choses, une science nouvelle, de nouvelles nécessités économiques leur imposeront l'état pacifique»

Anatole France

(Ne me parlez pas du numéro sur l'Irak: c'est moi qui l'ai proposé, conçu et réalisé dans sa plus grande partie, sauvant peut-être ainsi un minimum l'honneur de *l'Essor*.)

Les relations Nord-Sud sont depuis longtemps révoltantes. C'est avec le colonialisme que tout cela a commencé. Et depuis, la domination des Blancs de l'Occident sur les peuples du monde ne s'est jamais relâchée. Mais ce qui se passe depuis seize ans (chute du mur de Berlin et des restes de ce qu'on a appelé «bloc communiste») dépasse tout. Il y a eu la première guerre contre l'Irak, l'embargo qui a causé la mort de 500 000 enfants («*ce qui ne compte pas en regard des intérêts des E.-U.*», a dit une femme, Mme Albright, ministre des affaires étrangères américaine); les «ajustements structurels» commandés par le FMI et la Banque mondiale; les massacres au Rwanda où il était si facile d'intervenir et où personne ne l'a fait, avec pour résultat un million (!) de morts ou plus (alors que les mêmes Occidentaux se permettent, pour trois soldats occupants, de détruire ou laisser détruire un pays tout entier); la faillite d'un immense et riche pays comme l'Argentine; l'écroulement suspect des deux tours à New York, prétexte à l'écrasement de l'Afghanistan et de l'Irak; la Palestine, victime des agressions constantes d'Is-

raël, qui s'est permis d'enlever des hommes politiques démocratiquement élus (ces Occidentaux qui n'ont que ce mot à la bouche!) et de détruire les infrastructures du parti vainqueur aux élections démocratiques! Et pour ne pas en rester là, le régime israélien a détruit des installations vitales pour cette prison à ciel ouvert qu'est la Palestine (eau et électricité). Et maintenant, le Liban: carnage et destruction délibérée de nombre d'infrastructures du pays, en particulier des communications, bombardements par l'aviation de groupes de civils en fuite, de convois de voitures... Est-ce qu'il faudra vraiment un lâcher de bombes atomiques avant de réagir?

«La guerre et le commerce ne sont que deux moyens différents d'arriver au même but, celui de posséder ce que l'on désire».

Benjamin Constant

Je vous prie d'avoir la bonté de publier cette lettre comme réaction de lecteur. Je vous remercie de l'attention que vous porterez à ce message et vous transmets, amis de *l'Essor*, mes bonnes salutations.

Bernard Walter

En réponse à Delia

«Puis vint Guernica de Picasso. Une œuvre forte criant l'horreur de la Guerre d'Espagne par une image symbolique. Dès lors, l'art coté dédaigna la beauté qui inspire au profit d'un art cru exprimant des messages d'angoisse et de révolte tirant le spectateur vers le bas». Cet extrait d'un texte de Delia Mamon publié dans notre dernier numéro nous a valu quelques réactions. Nous publions celle d'Yvette Humbert Fink.

Septembre 1980: grande exposition de Picasso au «Mum» (Museum of Modern Art) de New York que j'ai la chance de pouvoir visiter, des amis m'ayant prêté leur appartement pour un mois dans cette ville. Dès l'entrée du hall, la gran-

de toile est là, grise noire et blanche avec ses femmes qui pleurent, qui hurlent, qui supplient. L'épouvante se lit dans les yeux, bêtes et gens confondus. Toute l'inhumanité de la guerre, de toutes les guerres, est exprimée avec force. Si cette toile «*nous tire vers le bas*», c'est parce qu'elle nous fait prendre conscience de ce dont sont capables

les hommes. Guernica ne préfigure-t-il pas les destructions futures et froidement programmées de Dresde, d'Hiroshima et de Nagasaki? En plus d'une œuvre d'art remarquable par sa composition et le choix de sa palette, cette toile perpétue la mémoire de la petite ville basque ravagée et nous amène à réfléchir sur la paix, notre plus grand devoir actuel.

Une réaction qui a valeur d'éditorial

Adèle Moeschler-Ekoumou, Suissesse d'origine camerounaise domiciliée au Locle, a envoyé une lettre de lecteur à plusieurs journaux après la votation fédérale du 24 septembre. Aucun n'y a donné suite! *L'Essor* lui offre un espace pour s'exprimer. Mieux: nous transformons sa lettre en éditorial car nous en partageons le contenu et les inquiétudes qui s'en dégagent.

Ces démagogues qui salissent leur pays

A l'occasion d'un voyage en Turquie, Christoph Blocher critique la norme pénale antiraciste votée démocratiquement par le peuple suisse. Dans le pays voisin, Nicolas Sarkozy profite de son séjour à Washington pour vouer aux gémonies le gouvernement français dont il est pourtant le numéro 2 et le chef du parti majoritaire. Populisme ou démagogie? Sans doute un peu des deux, avec en plus un zeste d'hypocrisie et une bonne dose de narcissisme. Blocher et Sarkozy ont deux points communs: ils salissent leur pays et donnent raison à Shakespeare: «*Ils sont beaucoup ceux qui ont flatté le peuple sans l'aimer*».

Quelle est la frontière entre le populisme et la démagogie? Les articles de ce forum donnent des explications claires, basées sur des expériences et des convictions personnelles. «*La démagogie dévoie la politique*», affirme Claude Ruey. «*Il faut adopter en politique une éthique qui garantisse le respect des citoyennes et des citoyens*», ajoute sa collègue libérale Martine Brunschwig Graf. Côté socialiste, Christian Levrat soutient qu'il ne faut pas confondre «populisme» et «proximité» et Gisèle Ory démontre que le populisme remet en cause la démocratie. Quant à Alain Bringolf, il va plus loin en soulignant que le populisme et la démagogie s'appliquent également aux pratiques de l'économie. Deux précisions encore: 1) les parlementaires PDC sollicités se sont poliment désistés (accident, voyage à l'étranger) et ceux du parti radical n'ont donné aucun signe de vie; 2) les citations et la plupart des titres sont de la rédaction.

Le but du forum de *l'Essor* est d'inciter à la réflexion et à la compréhension. Nous espérons que le thème de ce numéro et la qualité des intervenants contribueront à atteindre cet objectif.

Rémy Cosandey

La démagogie dévoie la politique

Claude Ruey, conseiller national libéral

Nul n'est besoin de remonter à Alcibiade ou à Pisistrate pour savoir que de tout temps la démagogie a pu être considérée comme l'un des «Beaux-Arts» de la politique! Et pourtant, quitte à passer pour un naïf, je considère que la démagogie dévoie la politique, qu'elle est incompatible avec une vision saine de la démocratie. Mon engagement politique, je l'ai toujours conçu, en effet, comme une lutte constante pour le bien public. Cet engagement suppose bien évidemment des valeurs qui sous-tendent l'ensemble de mes actions. Parmi celles-ci, il y a tout d'abord l'honnêteté, puis la force de conviction et enfin la nécessité du dialogue et du débat, valeurs bien éloignées de la démagogie. Certes, cette vision idéale n'empêche pas à mes yeux l'habileté, ou le fait d'utiliser une part de séduction pour avancer ses idées. En effet, lorsque l'on s'engage pour la promotion d'un projet, il paraît normal que l'on souhaite se présenter sous son meilleur profil, afin d'en garantir le succès. Mais utiliser les meilleurs moyens de persuasion possibles ne conduit pas encore à la démagogie.

La démagogie est une notion à priori rhétorique désignant l'art de mener le peuple en s'attirant ses faveurs, no-

tamment en utilisant un discours volontiers simpliste, occultant les nuances et dénaturant bien souvent la vérité. Elle recourt à la satisfaction des souhaits ou des attentes du public ciblé, sans recherche de l'intérêt général, mais dans le but unique de s'attirer la sympathie et de gagner le soutien. L'argumentation démagogique est donc simple afin de pouvoir être comprise et reprise par le public auquel elle est adressée. Si elle est inhérente à toute démocratie, elle produit bien souvent des effets contraires à l'intérêt général car, comme le disait Charles Péguy, «*le triomphe des démagogues est passager, mais les ruines sont bien souvent éternelles*».

«A chaque époque, les plus vils spécimens de la nature humaine se trouvent parmi les démagogues».

Lord Macaulay,
Histoire d'Angleterre

La démagogie est à la démocratie ce que la prostitution est à l'amour affirmait l'économiste Georges Elgossy. Rien n'est plus vrai. Démagogie et populisme sont à mes yeux les tueurs de

l'Etat de droit. Ils représentent deux concepts, certes proches, dont les orientations sont singulièrement différentes.

Le populisme non seulement se fonde sur ce qui plaît au citoyen, mais encore fait appel chez lui à des sentiments les moins élevés, suscite des craintes, les amplifie, désinforme, calomnie; en d'autres termes il manipule les personnes pour obtenir d'elles des réactions extrêmes sur lesquelles s'appuiera le populiste, de gauche ou de droite, pour proposer ensuite des solutions à des «problèmes» qu'il a lui-même contribué à créer dans le conscient ou l'inconscient collectif. Le populiste joue en fait le pompier pyromane! Rien n'est plus dangereux. Rien n'est plus condamnable. L'actualité récente en Suisse vient de démontrer à quels excès ce type de manipulation politique peut conduire.

Il est donc urgent que des femmes et des hommes politiques de tous horizons se lèvent, quittes à être momentanément battus, pour faire barrage aux facilités, aux désinformations, aux manipulations et défendre ce qui doit être l'honneur de la politique au sens noble: le souci de la vérité et du bien commun.

Se débarrasser des concepts de populisme et de démagogie

Antoine Chollet

Chercheur en théorie politique au CEVIPOF, Institut d'Études Politiques de Paris (dernier titre paru: *La Suisse, nation fêlée*, Presses du Belvédère, 2006)

Je crois que, lorsque nous parlons de populisme ou de démagogie, il faut impérativement procéder à un travail de clarification de ces concepts, nécessaire au vu de l'usage plutôt flottant de ces termes depuis peu, et confronter ensuite ces concepts aux valeurs politiques que l'on défend.

Tout d'abord, je ne pense pas que ces deux termes doivent être distingués, puisqu'ils recouvrent, dans l'usage courant qu'on en fait, des réalités sinon exactement similaires, du moins clairement analogues. Ils désignent tous les deux, pour ramasser la définition à l'extrême, les mouvements ou les personnalités politiques qui, dans leurs discours, flattent le peuple. Derrière cette définition se trouvent des questions politiques implicites d'une extrême importance, tout particulièrement trois d'entre elles.

La première, c'est l'opposition du peuple à une élite (politique, sociale, économique). Cela revient à identifier le peuple à la populace, à la multitude – fidèle en cela à une très longue tradition de pensée qui remonte au moins à Platon –, en ajoutant que ce peuple-là est *menaçant*. Une fois ses forces libérées, il mettrait en danger la société, puisque ignorant des limites qu'elle doit se fixer. La seconde question mise en jeu par ces concepts est celle de la flatterie, qui se scinde, selon moi, en deux parties distinctes, quoique solidaires: le peuple est ignorant (il peut être flatté), le peuple réagit à ses émotions (il aime être flatté). Si l'on peut faire preuve de démagogie à l'égard du peuple d'une part, c'est nécessairement parce qu'il ne maîtrise pas suffisamment les problèmes politiques pour pouvoir juger par lui-même, et pour reconnaître ce qui serait de l'ordre de la flatterie de ce qui relèverait du «réalisme». En d'autres termes, le peuple est bête: vieille figure de la pensée politique. D'autre part, la flatterie fait forcément appel à l'émotion, voulant s'ajuster aux sentiments de la masse sans chercher à rationaliser son discours, et détenant par là même son efficacité puisque ce peuple se montrerait plus sensible à ses «tripès» qu'à son intellect. C'est un formidable travestissement de la nature de la politique que de dire que cette dernière doit se séparer des émotions, et se replier dans le seul domaine de la raison, de la technique ou de la science. Au contraire, la politique est principalement affaire de valeurs, donc, néces-

sairement, d'émotions. Les questions politiques, Max Weber le disait admirablement bien, ne sont pas décidables en raison, mais dépendent des croyances les plus profondes ou des valeurs les plus essentielles que défendent les individus. C'est à celles-ci que s'adressent, en dernier lieu, les discours politiques; cela revient à dire qu'ils marchent *tous* à l'émotion, donc que cela ne peut en aucun cas constituer un critère fiable pour distinguer les «populistes» des autres. Cela ne signifie pas, bien entendu, que l'émotion soit seule en scène, mais qu'elle traverse tous les discours politiques, non pour en masquer les faiblesses mais pour les animer, leur donner du sens, répondre à la question du «pourquoi?».

«Le peuple n'aime ni le vrai ni le simple: il aime le roman et le charlatan».

Edmond et Jules de Goncourt

Nous avons là, je crois, un résumé assez fidèle des postulats implicites qui seuls peuvent justifier l'utilisation des concepts de populisme et de démagogie: les populistes s'adressent aux masses, ces dernières sont ignorantes et marchent à l'émotion.

Ces trois postulats contredisent massivement les principes qui sont au cœur du projet démocratique depuis au moins 250 ans. Issu des Lumières, remontant jusqu'à certaines

sources grecques, celui-ci part en effet du principe que les êtres humains sont égaux politiquement (donc qu'il n'existe pas d'élite politique légitime), que la politique est affaire d'opinion et non de science (raison pour laquelle elle commande la participation de tous), et que la compétence, en démocratie, c'est celle de l'usager de la chose politique, c'est-à-dire tous les citoyens. Evidemment, de nombreux «démocrates» ne signeraient pas ces principes, mais, ce faisant, ils nieraient les fondements historiques de la réflexion démocratique et révéleraient leur vraie nature d'oligarchiques (au sens grec du terme, le gouvernement de quelques-uns). Car voilà le problème, déjà identifié maintes fois: les discours démocratiques que l'on entend la plupart du temps sont en réalité des discours oligarchiques, ou si l'on préfère élitistes, pour utiliser un mot plus contemporain. L'utilisation des termes populisme et démagogie appartient de plein droit au vocabulaire de ces derniers, et doit donc être considérée comme étrangère aux discours démocratiques.

Comment, en effet, justifier d'un point de vue démocratique que l'on considère que le peuple suive le premier homme providentiel venu, pour autant qu'il parle «son» langage, qu'il est tellement ignorant qu'il doive être éclairé par des élites politiques sages et bienveillantes, et, plus fondamentalement, qu'il existe – sur les questions politiques – une distinction entre une populace quasi décervelée et une élite qui détient le savoir? C'est contre toutes ces assertions que les différents mouvements démocratiques se sont battus, qu'elles soient le fait de l'absolutisme au XVIII^e siècle, de la bourgeoisie au XIX^e, des différents fascismes ou des empires coloniaux au XX^e. Force est d'admettre, ainsi, que la référence constante au populisme ou à la démagogie véhicule avec elle des relents antidémocratiques assez clairs, même s'ils sont la plupart du temps implicites, voire inconscients.

Mais, après cette mise au point, comment dès lors qualifier les discours de

suite en page 5

l'UDC en Suisse, de Le Pen en France, du Vlaams Belang en Belgique, puis-que l'on sent bien qu'ils présentent une différence par rapport à ceux de la plupart des autres formations politiques? C'est peut-être ici qu'il faut réintroduire une notion qui paraîtra étrange à bien des lecteurs: celle de *vérité*. Ce qui est choquant, révoltant même, dans ces discours «populistes», ce n'est pas qu'ils s'adressent au peuple, ce n'est pas qu'ils se veulent émotionnels, ce n'est pas qu'ils se préoccupent des problèmes des gens modestes, c'est qu'ils sont construits sur des *mensonges*, tout simplement.

La différence essentielle entre ces discours et la dénonciation, disons par exemple, des salaires exorbitants des dirigeants d'entreprise, tous les deux dénoncés comme «populistes», c'est que les premiers sont faux et que la seconde repose sur des faits avérés.

Or l'on sait très bien que le mensonge en politique (auquel appartient la calomnie, par exemple) est redoutablement efficace du fait qu'il contrevient aux conventions de la discussion, qu'il sort des tactiques rhétoriques admises, et en vient à pervertir les fondements mêmes de la vie en commun.

Face au mensonge, le débat est impossible, il se transforme en pure jouete oratoire sans lien quelconque avec la réalité. Cela aussi est contraire à certains des principes cardinaux de la démocratie: l'intention de vérité derrière tout discours, l'attachement au principe de réalité, la franchise (ce que les Grecs appelaient la *parrhèsia*). Que ces principes soient souvent bafoués ne change rien à leur validité.

Tout subjectifs que soient les discours politiques, ainsi que je l'indiquais plus haut, il n'en demeure pas moins qu'ils doivent reposer sur des observations

correctes, des corrélations vérifiées et des exemples représentatifs. Ces faits peuvent conduire à des conclusions politiques fort différentes, selon les valeurs que l'on défend, mais les faits eux, n'en sont pas transformés pour autant.

Dans ces conditions, je pense qu'il faut impérativement se débarrasser de ces concepts de populisme et de démagogie, du fait des postulats antidémocratiques qu'ils mettent en jeu. On devrait au contraire se concentrer sur le contenu des discours politiques, et cultiver la vigilance envers les inexactitudes, les approximations ou les erreurs qui truffent les constats servant de fondements à de nombreuses politiques. Et se souvenir aussi que le débat politique, *in fine*, est affaire de valeurs partagées ou contestées, et non d'une Raison abstraite ou d'une science, fût-elle politique.

Utiliser la peur des gens...

Francine John, conseillère nationale écologiste

Populisme selon Wikipédia: «*Aujourd'hui on utilise souvent le terme de populisme comme synonyme de démagogie ou d'opportunisme politique, surtout vis-à-vis des mouvements d'opposition.*»

Le populisme n'est pas en soi quelque chose de forcément négatif, c'est plutôt l'interprétation qu'on en fait actuellement qui a cette connotation péjorative. Quoi de plus naturel que les politiques relaient les préoccupations de la population pour essayer de trouver le chemin vers «un vivre ensemble» meilleur? S'agit-il pour autant de populisme? Si tel est le cas, alors tant la gauche que la droite peuvent être qualifiées ainsi et pourtant je ne pense pas que cela corresponde à la réalité politique de notre pays.

Les actions politiques basées sur des faits réels, des constats, permettent de mener à bien des dossiers de manière concrète. C'est bien le fait de poser le problème tel qu'il est qui permet d'avoir un débat démocratique constructif et peut-être d'y trouver une solution consensuelle. La politique ne devrait pas se faire dans les médias, mais en plénum et plus particulièrement dans les séances de commissions ou dans les antichambres des parlements où les effets de manches n'ont que peu d'influence. Dès lors que l'information est faite de manière correcte et argumentée, je pense que la démocratie a tout à y gagner.

Ensuite il reste encore la difficile tâche de convaincre la population que la solution proposée, à défaut d'être la meilleure, est acceptable et c'est à ce moment charnière que les dérapages dans l'argumentation sont les plus fréquents. Apporter des solutions constructives aux problèmes complexes de notre société est un vrai défi, qui ne saurait se satisfaire de raccourcis ou de slogans.

Démagogie selon Wikipédia: «*Du grec *demos* le peuple et *ago* conduire. Notion politique et rhétorique désignant l'art de mener le peuple en s'attirant ses faveurs, notamment en utilisant un discours simpliste, occultant les nuances et dénaturant la vérité.*»

Faire de la démagogie, c'est utiliser les préoccupations de la population (chômage, déficits des assurances sociales, asile, etc.) et s'en servir pour tenir un discours qui s'adresse uniquement aux émotions et aux tripes des personnes, afin de satisfaire ses propres ambitions ou celles de son groupe. Les arguments avancés pour arriver à cette fin sont simplistes, peu pertinents et les faits relatés ne sont pas analysés avec recul, ni placés dans leur contexte politique, social ou économique. Tous les arguments sont bons s'ils servent la cause, quels que soient les dégâts collatéraux.

Il s'agit notamment de argumentations qui prétendent par exemple que l'augmentation du nombre de musulmans dans la population suisse atteindra bientôt un chiffre supérieur à 100% ou que 85% des requérants d'asile sont des abuseurs, alors même que ce dernier pourcentage ne tient pas compte de toutes les personnes qui ont été admises provisoirement car elles ne pouvaient pas être renvoyées dans leur pays.

Voilà pour moi la définition de la démagogie: utiliser la peur des gens et s'en servir comme d'une arme pour faire passer n'importe quelle loi inique, sans égard pour l'autre, ni pour les droits fondamentaux de l'être humain. Un vrai débat démocratique ne peut avoir lieu que s'il est éthiquement irréprochable.

La souveraineté du peuple n'est pas un pouvoir absolu

Christian Levrat, conseiller national socialiste

On ne saurait évoquer le thème du populisme ou de la démagogie en Suisse sans avoir à l'esprit la formation politique qu'on caractérise le plus souvent par ces termes (l'Union démocratique du centre) et son chef de bande. Mais une mise au point introductive s'impose. Il ne faut pas confondre «populisme» et «proximité». La proximité devrait être une exigence pour toute formation politique. Elle consiste à se mettre à l'écoute de la population et à entendre ses problèmes et ses craintes, pour tenter d'y apporter des solutions. Un manque de proximité se traduit par une politique élitiste, et je reconnais d'emblée, pour me limiter à ma propre famille politique, qu'une certaine gauche tombe parfois dans ce travers.

Il en va tout autrement du populisme. Le populisme ne consiste pas à écouter le peuple, mais à le considérer comme une masse malléable à souhait et dans laquelle on peut inoculer «craintes» et «problèmes», afin de s'en réclamer ensuite pour appliquer une politique qui est, elle, parfaitement élitiste et idéologique.

C'est à l'évidence ce populisme que l'UDC pratique, et il ne s'agit plus d'un «travers», mais d'un danger pour la démocratie.

«Le peuple a toujours raison», «le peuple a parlé», «quand le peuple a tranché, le gouvernement doit se taire»: voilà autant d'expressions dont l'UDC fait son pain quotidien. Elles paraissent de prime abord inoffensives, mais la pratique politique de l'UDC montre jour après jour ce qu'elles cachent intellectuellement: la négation de la démocratie. Dans la bouche de l'UDC, ces formules illustrent son antiparlementarisme larvé, son dédain pour la Constitution garante de l'Etat de droit, sa défiance à l'égard de la séparation des pouvoirs et son mépris pour ces pouvoirs eux-mêmes (cf. ses attaques contre l'ordre judiciaire, que le politique devrait en somme reprendre en main).

Non, le peuple n'a pas forcément raison. Et le constat d'une majorité dans les urnes n'est pas le seul critère de légitimité d'une décision populaire. Les démocraties modernes

se sont construites en opposition au pouvoir absolu et à l'arbitraire d'un seul ou d'un petit nombre, mais sans pour autant transmettre au peuple un pouvoir lui aussi absolu. Et l'histoire du XXe siècle donne hélas des exemples tragiques de démocraties qui n'ont pas su se prémunir institutionnellement contre la dérive du totalitarisme fondé sur un peuple endoctriné.

Une décision populaire de supprimer des normes constitutionnelles fondamentales comme la protection contre l'arbitraire, l'égalité devant la loi ou le principe de proportionnalité dans l'activité de l'Etat ne serait à l'évidence pas légitime. Sauf à nier le système démocratique et l'Etat de droit, ce qui revient au final à nier le peuple lui-même. Tous les responsables de l'UDC n'enviesagent certes pas de telles extrémités dans leur stratégie d'accession au pouvoir. Mais la pensée qui sous-tend leur populisme quotidien est intellectuellement porteuse d'un tel péril.

Des notions qui ont perdu leurs nuances

Au vu de la confusion actuelle des termes, ces deux notions, utilisées indifféremment et à toutes les sauces, y ont perdu leurs nuances.

Au regard de notre Histoire, exprimer les besoins, les aspirations, les sentiments populaires, prendre la défense des exploités et des sans-voix face à une élite plénipotentiaire était et est encore une nécessité. Qui voulait tendre vers une certaine idée de la justice sociale devait descendre dans l'arène, avec les mêmes accusations de populisme qu'aujourd'hui. Naviguant entre barbarie et angélisme, le degré de sincérité des détenteurs de pouvoir, anciens comme actuels, sont à géométrie très variable. De fait, l'essentiel de la nuance est là. Lorsque la motivation première est d'élever le niveau général, quel qu'en soit le domaine, imprégnée qu'elle pourrait être d'amour de la vérité et de la liberté, de l'autre et du monde, on ne doit pas hésiter

à continuer. Seulement, lorsque chacun est amené, à divers titres, à user d'un pouvoir, même minime, on est obligé de définir sa position face à une palette de valeurs. Et c'est compliqué! Une bonne morale ne fait pas nécessairement une politique ou une action suffisante, une bonne loi n'interdit ni l'égoïsme, ni le mépris, encore moins la méchanceté.

La tentation de mettre en priorité absolue son intérêt personnel est si forte que l'attitude démagogique semble toute trouvée. Solution de facilité, apparemment avantageuse pour tout le monde. Ainsi celui qui ne veut rien voir, entendre et dire est conforté dans sa paralysie, l'ambitieux voit son chemin ouvert par les nombreuses compromissions rencontrées. Augmenter sa popularité, sauver sa place ou sa peau, en passant de la pommade à ses interlocuteurs, est une technique si répandue que l'on voit mal

comment ne pas en tenir compte. De fait, en proposant ses idées simplistes, la démagogie décourage l'analyse, empêchant d'avancer dans le travail permanent d'affinage de la conscience. Pas un domaine, qu'il soit parental, professionnel, politique, n'échappe à cette tendance terriblement humaine...

Par contre, si chaque individu/citoyen s'entraînait à en détecter les symptômes, à décoder les buts et les techniques manipulatoires, en se ravitaillant auprès d'autres sources, cela aiderait la société civile à éviter de se laisser soumettre à l'influence de tricoteurs d'opinions et autres tireurs de maille téléguisés. Retrouver son indépendance d'esprit et un surplus d'âme mérite bien cet effort, précisément à l'heure où les parts de pain diminuent et celles des jeux augmentent.

Edith Samba

L'éthique en réponse à la démagogie et au populisme

Martine Brunschwig Graf, conseillère nationale libérale

La démocratie directe dont nous sommes si fiers présente forcément des chances et des risques. Heureux pays que celui dans lequel les citoyens peuvent décider, en dernier ressort, de la qualité des lois votées par les parlements démocratiquement élus! Heureux pays que celui dans lequel cent mille citoyens peuvent amener en débat populaire des propositions qui peuvent changer fondamentalement la Constitution. C'est là le signe que dans un tel pays, le peuple peut avoir le dernier mot, même s'il doit faire quelques efforts pour l'obtenir!

Mais le bonheur de vivre dans une démocratie s'accompagne aussi de certains risques. Les citoyens peuvent représenter, pour les partis politiques et les élus, autant de personnes à convaincre – ce qui est dans la nature même du processus démocratique – mais aussi parfois à séduire, ce qui peut l'être moins si la séduction devient un objectif en soi.

La démocratie comporte son lot de grandeur et de servitude. Elle n'est pas à l'abri de celles et ceux qui pourraient vouloir la dévoyer ou l'instrumentaliser pour leurs propres finalités. Le premier devoir des citoyens pourrait donc être de veiller à élire des personnes qui s'engagent à servir l'outil démocratique sans songer à se servir d'abord.

Il n'en va pas toujours ainsi. Nos

institutions démocratiques n'échappent ni à la démagogie ni au populisme. Ces termes ne sont pas synonymes mais complémentaires. Le populisme, dans l'acception actuelle de ce terme, exprime l'idée d'un courant politique qui se proclame le défenseur du peuple contre les puissances d'argent et les étrangers, selon le dictionnaire encyclopédique de la langue française (Hachette). C'est dire que l'on peut être populiste de droite comme de gauche, suivant l'ennemi que l'on désigne.

Le populisme sait revêtir les habits qui plaisent, même si au fond d'eux, nombre de citoyens finissent par ne pas être dupes. Le populisme se nourrit des boucs émissaires qu'il désigne au gré des besoins. Il se nourrit des difficultés économiques et sociales et s'attache à les ampli-

fier. Il divise pour mieux régner et ceux qui manient cette arme en politique peuvent difficilement s'en passer ensuite. On peut se demander d'ailleurs si un parti qui use régulièrement du populisme est encore un parti politique, capable de réfléchir, de faire des propositions et d'assumer une vraie fonction d'acteur dans la démocratie directe.

Quant à la démagogie, c'est une démarche tout aussi perverse si ce n'est davantage. Prendre le peuple en otage, prétendre représenter les citoyens alors que l'on espère régner en autocrate en prenant le peuple en otage.

Le plus grand danger, de tout cela, consiste, pour les partis et les élus politiques, à se laisser tenter par le succès que peuvent rencontrer les démagogues et les populistes. Et pourtant, il faut savoir résister, adopter, en politique, une éthique qui garantisse le respect des citoyens et des citoyens. C'est le moins que l'on puisse attendre de nous, élus politiques!

Populisme, démagogie, économie

Alain Bringolf, député neuchâtelois, ancien président suisse du PdT-POP

Je peux imaginer que ces deux déviations trouvent une proche origine. La volonté de séduire, de convaincre au coup par coup afin d'atteindre plus rapidement l'objectif fixé les relie. Deux processus pour relater un événement, lui donner une interprétation sans le relier à ce qui l'entoure. Le populisme se satisfait d'une réaction ponctuelle de charme en voulant la faire partager par d'autres. La démagogie poursuit une semblable voie avec la volonté délibérée, mais discrète, de tromper. Quelles sont les raisons qui se trouvent au cœur de ces deux démarches? Manifestement elles touchent aux personnalités de celles et ceux qui appliquent de telles méthodes. Lorsqu'une personne ne parvient pas à équilibrer ses relations aux autres, elle cherche à se sécuriser. Pour ce faire, elle se soumet ou cherche à prendre le pouvoir. Deux manières contradictoires de surmonter une angoisse par ailleurs

fort compréhensible. Des raisons que l'on ne met pas en évidence, les laissant aux bons soins des psychologues et autres travailleurs sociaux. Il n'empêche que les difficultés à établir des relations équilibrées avec les autres jouent un rôle non négligeable et peut aboutir à ce qu'il est coutume d'appeler «*la recherche du pouvoir*».

Notre tendance à ne voir que l'effet sans les causes se manifeste dans l'appréciation que nous portons sur le populisme et la démagogie. Or c'est le déséquilibre entre «moi et les autres» qui est en cause. Dans le populisme il peut s'exprimer inconsciemment; dans la seconde, c'est volontairement.

Mais chaque fois il y a tromperie auprès de la personne qui reçoit le message ou l'acte.

La démagogie et le populisme ne

s'arrêtent pas à la pratique politique. L'économie les produit en grande quantité et ne vit que de cela. Notre société industrialisée utilise cette gigantesque supercherie au service de la puissance des financiers. Les spécialistes en communication, par le biais de la publicité, font croire que ce qui est bon pour les intérêts économiques correspond au bonheur des gens.

Mais on ne parle pas de populisme dans la publicité et on ne parle pas de démagogie dans une réclame vantant les mérites d'un produit. Dans ces actes, ce qui est cru est plus important que ce qui est vrai! On retrouve les mêmes mécanismes en économie comme en politique.

Et si, pour réduire le populisme et la démagogie, on apprenait aux êtres humains à mieux se connaître?

Le populisme remet en cause la démocratie

Gisèle Ory, conseillère aux Etats socialiste

Quelle personnalité politique n'a pas envie de plaire au peuple? Toutes désirent être élues. Toutes doivent donc parler aux gens, s'en faire comprendre, les défendre. Alors pourquoi dit-on de certains qu'ils sont populistes et d'autres qu'ils sont populaires? Le populisme est accompagné d'une connotation négative. On aime être populaire. On traite ses adversaires de populistes...

Le populisme peut être de droite ou de gauche. Les divers mouvements que l'on regroupe sous ce terme ont cependant quelques points communs.

Tout d'abord, pour que naisse le populisme, il faut une situation sociale difficile. Un terreau de personnes appauvries, inquiètes, mécontentes de leur sort. Puis, un «chef charismatique», qui incarne le parti et montre le chemin. Le chef désigne les problèmes, les solutions, promet un grand projet commun. Il se montre très proche des gens, crée un sentiment d'appartenance à une grande famille. Il joue sur l'attachement des militants. Enfin, le populisme remet en cause la

démocratie et ses institutions. Il critique de manière acerbe les autorités. Il dénonce leur incurie, voire leur malhonnêteté. Il en appelle directement au peuple, à son jugement et à son action. Le populiste est un maître de la communication simple et directe. Il privilégie ce que le peuple a envie d'entendre. Il cherche à créer un contact émotionnel avec la foule. Souvent, il flatte les mauvais sentiments, l'égoïsme, l'égoïsme, l'individualisme, la peur de l'autre, le rejet, des sentiments diffus et inavoués, mais bien présents.

«Le plus sûr moyen de ruiner un pays est de donner le pouvoir aux démagogues».

Denys d'Halicarnasse,
env. 20 av. J.-C.

Depuis quelques années, l'apparition de nouveaux mouvements populistes de droite dans plusieurs pays européens doit nous interpeller. Elle peut être interprétée comme une crise de la société européenne et de sa dé-

mocratie représentative: mondialisation, libéralisme outrancier, concurrence exacerbée, pression sur les emplois, exclusion, construction pénible de l'Europe, stagnation économique, appauvrissement d'une partie de la population ébranlent les fondements de la société et laissent beaucoup de personnes désemparées. Le retour à des valeurs conservatrices est une manière de se rassurer, de croire qu'on va pouvoir empêcher le monde de changer.

Le populisme est un symptôme. Il doit nous rendre attentifs au malaise que ressent la population. Ce malaise doit être pris en compte par les gouvernements, qui ne doivent pas oublier de répondre aux soucis de la population et d'accompagner les réformes de mesures propres à rassurer. S'ils sont pris en compte, ces mouvements sont toujours éphémères.

...Et les politiciens et politiciennes populaires, qui s'appuient sur le peuple pour construire un monde nouveau, plus juste, plus solidaire et qui font appel à ce que nous avons de meilleur en nous auront le dernier mot!

Du bon (et moins bon) usage d'un concept

Hans-Peter Renk, militant de Solidarités

Le concept «populisme» a été originellement utilisé pour désigner deux mouvements politiques du 19e siècle: aux Etats-Unis, le «People's Party», regroupement de secteurs populaires (essentiellement, mais pas uniquement paysans) opposés à la concentration capitaliste; en Russie, la «Narodnaja Volja», une organisation qui lutta par les armes contre le tsarisme (attentat en 1881 contre le tsar Alexandre II). Mais en ce début de millénaire, ce concept est utilisé par les médias pour caractériser des réalités politiques contradictoires.

En Suisse, l'Union démocratique du centre est décrite comme un parti «populiste» (1). Certes, cette droite fort à droite en appelle au «peuple», un peuple ethniquement défini: ainsi les spécialistes en histoire(s) de l'UDC – Mörgele, Stamm & Cie – déclinent sans peur du ridicule les mythes de la «Suisse primitive»: «Nos ancêtres, les Waldstätten», ce qui est rigoureusement faux pour 23 cantons et

demi-cantons sur 26. Mais la composition de la direction du parti «populiste» suisse est fort bourgeoise: lors de la fête annuelle de l'UDC à l'Albisgütli (ZH), pour parodier l'écrivain Anatole France, le spectateur lambda «croit vibrer pour la patrie, il vibre pour les industriels», par exemple l'ex-PDG d'EMS-Chemie, promu depuis 2003 à un destin fédéral.

Exemple contraire, le conseiller national Josef Zisyadis (POP-VD) a entamé, il y a quelques mois, une campagne contre l'impôt dégressif en Obwald (s'établissant temporairement dans ce demi-canton de la Suisse primitive). A cette occasion, divers organes de presse – les mêmes qui interviewent complaisamment Blocher et ses porte-lingues romands... – ont dénoncé la politique «populiste» de Zisyadis.

Sur un autre continent, le président vénézuélien Hugo Chávez est décrit par les médias comme un «dictateur populiste»: il finance ses program-

mes sociaux avec la manne pétrolière. Le Brésilien Lula a reçu au 1er tour des récentes élections de nombreux suffrages provenant des bénéficiaires d'un programme «Fome zero» (faim zéro). Pourtant, Lula n'est pas accusé de «populisme» par les écotiers économiques du «Monde» (2): les apologistes du «capitalisme réellement existant» considèrent le président brésilien comme un garçon devenu raisonnable.

Alors, tous populistes, à gauche, à droite, au gré des modes journalistiques? Un peu de rigueur conceptuelle ne serait pas de trop. Affaire à suivre...

1) Oscar Mazzoleni, Nationalisme et populisme en Suisse: la radicalisation de la nouvelle UDC. Lausanne, 2003 (Coll. Le savoir suisse, 9)

2) Cf. à ce propos, Eric Toussaint, «De Chávez et de Lula, c'est Lula le populiste», site Internet: www.risal.collectifs.net (rubrique «Brésil»)

La démagogie aussi au Nicaragua

Théo Buss a eu un parcours exceptionnel: pasteur de paroisse (notamment au Locle), engagement en Bolivie (on lui doit notamment le livre «La Bolivie sous le couperet»), attaché de presse au service du Conseil Œcuménique des Eglises, secrétaire romand de Pain pour le prochain. Il a été de tous les combats en faveur de la paix et du respect des Droits de l'Homme. Actuellement, il œuvre au Nicaragua. Lié d'amitié avec lui depuis 36 ans, je l'ai rencontré à l'occasion d'un bref séjour en Suisse. Voulant «coller» avec l'actualité de *l'Essor*, je lui ai évidemment demandé si on pouvait également parler de démagogie au Nicaragua. J'espère avoir fidèlement retranscrit ses propos. (rcy)

Il y a deux sortes de démagogues dans ce pays: ceux de gauche et ceux de droite. Les démagogues de gauche sont les Sandinistes du courant historique, Daniel Ortega en tête, avec leur phraséologie anti-étasunienne. Les mêmes députés peuvent faire un discours contre Bush, sa politique et son système économique et ensuite approuver en catimini le traité de libre-échange de l'Amérique centrale.

Les démagogues de droite, comme par exemple le président Enrique Bolaños, prétendent faire le bien du peuple sous prétexte que le système néolibéral amène le bien-être pour tous. En réalité, ils se soumettent docilement au diktat du FMI. Exemple: pendant six mois, le personnel de la santé du Nicaragua a fait une grève prolongée, dure et meurtrière. Plus de 100 patients sont morts faute de soins. Au fond, le gouvernement

n'entraîne pas en négociations parce qu'il obtiendrait aux ordres du FMI. Celui-ci fait pression pour obtenir la modification de la Constitution et de certains articles de lois pour empêcher que les salaires du secteur public – principalement santé et éducation – augmentent. Le but de cette manœuvre est de maintenir très bas les salaires du secteur public pour éviter l'effet d'entraînement sur les salaires du secteur privé. Or, quand on sait que les maquilas (usines de sous-traitance) paient les ouvrières nicaraguayennes moins que les entreprises chinoises, on mesure la monstruosité de la manipulation.

Une des conséquences du système néolibéral prôné et appliqué par les trois derniers présidents du Nicaragua (Violeta Chamorro, Arnaldo Alemán, Enrique Bolaños) a été la privatisation du système de distribution d'électricité qui a été vendu à une multinationale espagnole, Unión Fenosa. Celle-ci, au lieu de réinvestir ses bénéfices comme cela est prévu par les contrats bilatéraux, les rapatrie en Espagne. Paradoxe scandaleux: en 2005, les trois directeurs de Fenosa encaissent un revenu 47 fois supérieur à celui de l'année précédente (5 millions d'euros) et les 20 membres du conseil d'administration reçoivent 27% de plus (8 millions d'euros). Pendant ce temps, l'entreprise se plaint au Nicaragua de manque de liquidités et ne remplit pas les conditions pourtant fixées par l'accord: renouvellement des cadres, maintien des centrales électriques, création de nouvelles sources d'énergie. Conséquence: de multiples coupures de courant, totalement arbitraires, qui perturbent gravement le fonctionnement de l'économie du pays (industrie, commerce, etc.).

La société civile au Nicaragua est encore faible. Une des raisons principales de cette faiblesse est la déconvenue du peuple avec la corruption du Front sandiniste de libération nationale (FSLN). On observe cependant une mobilisation croissante d'ONG et de syndicats avec le mouvement social mondial (Porto Allegre).

Une pathologie inquiétante

Le populisme n'est rien d'autre qu'une démagogie. Qu'est-ce qu'une démagogie? Une sorte de lâcheté qui cherche l'approbation du plus grand nombre au détriment de la vérité. Et la démocratie dans tout ça... qu'est-ce que c'est? Serait-ce du courage ou l'art et la manière de tenter de transformer l'impossible en possible afin d'évoluer et donner de l'espoir? La démagogie ne serait donc qu'un leurre, une mascarade de démocratie, servant à séduire le peuple pour mieux le bernier.

Plus personne ne résiste à la grande mode du populisme. De plus en plus, on fait appel au peuple par le biais des sondages; tout est prétexte pour solliciter l'avis de l'électeur ou du consommateur par le biais des SMS, ce qui laisserait supposer que la vérité découle de l'assentiment populaire. Vous voulez que les choses changent? Faire un audit sur un produit avant sa commercialisation? C'est facile et cela ne vous coûtera rien; mieux, vous financerez votre campagne publicitaire. Il suffit pour cela de lancer un appel à la population par le biais de la radio, télé ou autre support médiatique à tous les

gogos afin qu'ils envoient de leur plein gré un SMS ou appellent un numéro de téléphone payant pour répondre à la question posée par oui ou par non. C'est enfantin!

De plus, la psychologie est utilisée à outrance afin de toucher émotionnellement les sondés. La référence au peuple, opposé aux élites, constitue la manière populiste de mobilisation politique. Le populiste renforce les angoisses inconscientes et les obsessions de son public afin de s'attacher à lui, de faire en sorte qu'il s'identifie à lui. Mais pour séduire, il faut réduire, prendre des raccourcis et par conséquent bâcler. C'est la raison pour laquelle le populisme procède en utilisant la manipulation et non l'argumentation politique, économique ou sociale. Argumenter, c'est tout un art, c'est compliqué et fatigant. Manipuler, c'est comme un jeu, c'est plus facile et plus reposant. C'est surtout plus efficace! La «manipulite» est une sorte de maladie très contagieuse contre laquelle tout un chacun devrait se faire vacciner de toute urgence...et ce pour le bien de l'humanité.

Emilie Salamin-Amar

Faire échec à la violence

Le Centre pour l'action non-violente (CENAC) a son siège à Lausanne. Cette association romande à but non lucratif a une longue histoire et des missions variées. Elle comprend un centre de documentation unique en Europe et une librairie, propose diverses brochures et des expositions, offre un riche catalogue de formations pour quiconque veut aborder le conflit via une action non-violente. Rencontre avec ce lieu.

Devinette. Où peut-on rencontrer Gandhi, la Boétie, Martin Luther King et Pierre Cérésole, le fondateur du Service civil international, et dernièrement José Bové? Réponse: sur les rayons de la bibliothèque du Centre pour l'action non-violente. Plus de 6000 documents consacrés à la non-violence répartis entre le secrétariat du Centre situé à Lausanne et la Bibliothèque de La Chaux-de-Fonds. En 1968, quelques semaines après l'assassinat de Martin Luther King, naissait sous ce même nom un centre qui avait pour vocation principale d'offrir un soutien moral et financier aux objecteurs de conscience qui jusqu'en 1996 devaient séjourner derrière les barreaux. Lié à de nouvelles préoccupations, le Centre a été rebaptisé en 2004 pour prendre l'appellation actuelle.

Un rôle incitatif

Toujours au nom du respect de la dignité de la personne et de la forme de violence que représente toute at-

teinte à cette dignité, le Centre n'a jamais manqué l'occasion de rappeler clairement ses positions et son engagement sur ces diverses questions. Ainsi, en guise d'exemple, le CENAC a appelé ses membres à voter 2x non le 24 septembre 2006. Pour donner un signal fort en faveur d'une véritable politique de paix, il a également invité ses membres à signer la nouvelle initiative populaire fédérale «Contre l'exportation du matériel de guerre» lancée par le Groupe pour une Suisse sans armée (GSSA) en été 2006. Dans le cadre de la Décennie 2000-2010 pour une culture de la non-violence et de la paix créée par l'ONU, le CENAC a organisé un cycle de conférences, monté l'exposition *A poing c'est tout?* Toutes ces actions contribuent à transformer la société.

La non-violence n'est pas une mince affaire. Pour que chacun puisse s'y initier, le CENAC organise des expositions qui font le tour des écoles et des centres de loisirs, publie de petites brochures attrayantes pour les adolescents et les jeunes en préapprentissage sur différents sujets tels que: l'incivilité, les conflits, etc. Chaque année, le Centre propose des formations à la carte pour le corps enseignant, les associations, ainsi qu'un cycle annuel de formations ouvert à un large public. L'impulsion donnée à ce secteur, l'implication des formateurs et formatrices ainsi que l'expérimentation d'outils non-violents a permis de concevoir de nombreux modules.

Quel avenir?

Si le CENAC a su développer et transmettre de multiples savoir-faire, il est aujourd'hui confronté à un nouveau défi. Durant ces dernières années, plusieurs offres, proches de la nôtre, ont émergé dans le cadre du développement personnel ou des entreprises mettant davantage l'accent sur les interactions interpersonnelles et le profit. Or il importe pour le CENAC de redonner sans cesse un contenu social à ces formations souvent trop limitées à la sphère privée. L'enjeu principal est de pouvoir rallier le personnel et le politique au cœur d'une pensée non-violente. Le CENAC a ouvert une collaboration privilégiée pour dispenser ses formations aux membres d'ONG comme Peace Brigade International, Amnesty, Greenpeace, et ce pour multiplier les lieux de réflexions et créer des regroupements associatifs. Chaque jour qui passe, nous sentons la nécessité de promouvoir la non-violence et nous nous efforçons avec le matériel que nous avons de répondre à ces buts.

Pour louer l'exposition, recevoir des brochures, emprunter des livres, s'inscrire à une formation, etc., contacter le Centre pour l'action non-violente, rue de Genève 52, 1004 Lausanne, 021 661 24 34, www.non-violence.ch – Texte transmis par Pascale Schuetz.

Exportations d'armes: stop à l'hypocrisie!

L'Homo helveticus sort de sa réserve pour vous signaler la récolte de signatures en cours relative à l'initiative populaire fédérale «pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre». Un de ses objectifs principaux est de stopper cette hypocrisie qui consiste à se targuer d'être le pays garant de la Convention des Droits de l'Homme de Genève et d'exporter bon an mal an pour plus d'un milliard de francs de matériel de guerre dans 72 Etats, dont certains ont participé à la «guerre contre le terrorisme» conduite par l'écervelé Georges W. Bush en Irak et en Afghanistan.

Le Conseil fédéral autorise par exemple toujours des exportations de matériel de guerre vers des pays et des régions connaissant des difficultés de développement, tel le Botswana. Ce pays ravagé par le fléau du Sida aurait davantage besoin d'une aide médicale ciblée, ou d'un appui helvétique pour faire baisser

le prix des médicaments génériques anti-Sida, plutôt que d'une aide militaire qui ne satisfait que les soldats-pontes botswanais.

L'initiative demande une interdiction totale des exportations de biens militaires. Un durcissement des exportations n'est qu'un leurre et serait toujours matière à interprétation. Il n'y a pas de compromis possible dans la sauvegarde de la vie d'autrui.

La Coalition contre l'exportation de matériel de guerre, case postale, 8031 Zurich, tient à la disposition des lecteurs de l'Essor une documentation et des formulaires supplémentaires de signatures (une feuille est encartée dans ce numéro). Voir aussi www.materiel-deguerre.ch. N'hésitez pas à signer l'initiative. La vie d'un être humain n'a pas de prix. (HG)

Un Dimanche à la montagne

De Daniel de Roulet, Ed. Buchet Chastel, 2006



L'écrivain suisse Daniel de Roulet n'est sûrement pas un inconnu pour vous, lui qui signa en 1998 une autobiographie à plusieurs entrées intitulée *Double*, inspirée en partie par les 3,3 kg de fiches caviardées qu'il reçut du Département fédéral de justice et police en 1995.

Ce n'était pas son premier livre, mais c'est du dernier, paru cette année, dont je vais vous entretenir. Pourquoi? Avouer, 30 ans après, être l'auteur d'un forfait jamais élucidé, ce n'est pas banal. Peut-être trouverez-vous une réponse en lisant *Un Dimanche à la montagne*. Pour moi, l'auteur a voulu dire tout haut ce qu'il venait de découvrir en ce mois d'août 2002. Axel-César Springer, magnat de la presse allemande, propriétaire du chalet incendié au-dessus de Gstaad, n'était pas

le nazi qu'il avait voulu «punir» en 1975, avec la complicité de son amie d'alors.

Troublé par ce qu'il vient d'apprendre, il veut revoir l'endroit où s'élevait la résidence détruite. Alors qu'il n'a plus l'agilité de ses jeunes années, que découvre-t-il sur ce sommet escarpé? Un mur de pierre, un banc, une plaque de cuivre sombre ornée d'un portrait fort reconnaissable: Nicolas de Flue, et ce texte gravé en français et en allemand: «*Ce que l'âme est pour le corps, Dieu l'est pour l'Etat. Si l'âme fuit le corps, il tombe en poussière. L'Etat dont Dieu est chassé est voué à la ruine*».

Qu'en dites-vous? Nicolas de Flue qui réconcilia les Suisses lors du partage du butin récolté pendant les Guerres de Bourgogne ne nous in-

terroge-t-il pas nous aussi? Et avec l'auteur, n'est-il pas utile de se replonger dans ces années 1970 où beaucoup croyaient qu'il serait facile de construire un monde plus fraternel et que c'était «les autres» qui étaient «les méchants».

J'ajoute que, comme dans un puzzle à assembler, les chapitres, riches de réflexions politiques, se suivent sans ordre chronologique, que passé et présent s'entremêlent, tout en nous faisant participer aux efforts des deux protagonistes qui avancent péniblement dans la haute neige d'un dimanche de janvier 1975. Un livre-témoin passionnant à découvrir.

Susanne Gerber

Bruits de papier...Le poisson fumée

Nouvelle venue dans le monde des Lettres romandes, haute en couleurs, en poésie et en originalité, cette publication résulte d'une collaboration entre huit personnes qui ne se connaissaient pas il y a un an! Leur rencontre affective et sélective autour du «surréalisme» et de ses données fondamentales a abouti, après quelques explorations et détours, à une forme écrite de leurs sentiments et de leur recherche du merveilleux, bien que le monde dans lequel nous vivons

ne se prête guère à ce type d'expérience: les auteurs se situent en effet aux antipodes de l'efficacité productiviste et performante qui domine. Très vite, ce qui pourrait devenir une norme (*repassionner la vie*) trouve des obstacles sur sa route. Et il leur faut alors «composer», ainsi qu'on le dit. *Le poisson fumée montre son nez* (ceci n'est pas un titre, mais un cadavre exquis...) est la matérialisation d'une série de choix et de compromis.

Parce que les auteurs de cette publication n'aiment ni les effets d'annonce, ni les faux espoirs, ils ne peuvent dire si ce numéro sera le premier d'une longue lignée ou un enfant mort-né. Quoi qu'il en soit, le lecteur aura sa part de risque et de responsabilité dans leur aventure s'il le souhaite! On ne peut en effet imaginer une suite sans des lecteurs passionnés ne se limitant pas au jeu de rôle de consommateurs, mais osant *produire* à leur tour avec un talent qui ne demande qu'à s'épanouir. Le vœu des auteurs est donc de produire *ensemble*, avec les lecteurs aussi, de l'émotion, tant il est vrai que celle-ci est rare.

Leur publication sans nom parce qu'innommable en l'état n'est que l'aboutissement provisoire d'un travail mis en forme par un groupe. Parmi ces femmes et ces hommes (*Cercle des Parfumeurs*: Laurence, Deidre, Michel, Jean-Paul, Patrick, Giacomo, Daniel, Albert), aucun ne fait de sa création une profession, et cela est intentionnel tant ils exècrent les professions de foi. Ils nous invitent alors volontiers dans leur *suite*. Nous y invitent pour que l'aventure continue! Vous pouvez obtenir leur publication en contactant: almadoanor@bluewin.ch

Edith Habersaat

Petit guide des littératures francophones

De Jean-Louis Joubert, collection Les Petites Références, Ed. Nathan

La francophonie, la littérature francophone à travers le monde, qui en connaît l'étendue et la richesse? Un petit guide vient à point pour combler notre attente. En 250 pages, l'auteur, Jean-Louis Joubert, nous fait parcourir la planète. Du Canada à la Nouvelle-Calédonie, de l'Afrique du nord à l'Afrique noire, de la Polynésie au Vietnam, de la Chine à la Roumanie, etc., nous découvrons une œuvre immense d'écrivains étrangers s'exprimant en français ou d'exilés ayant adopté notre langue. Pour chacun d'eux, une notice biographique, quelques mots sur l'œuvre et son inspiration et un court extrait d'un poème ou d'un roman nous situent l'œuvre.

Voyage dans l'espace mais aussi voyage dans le temps puisque le premier auteur cité est Rusticia de Pise qui, de 1298 à 1301, rédige, en français, le «*Livre de Marco Polo*» sous la dictée de ce dernier. Le second auteur est Frédéric II le Grand écrivant à Voltaire, suivi de Casanova et du *Prince de Ligne* (1735-1814). La Suisse a la part belle avec Ch.-F. Ramuz, Ch.-A. Cingria, S. Corinna Bille, M. Chappaz et Nicolas Bouvier. Un index termine le livre et sa seule vue confirme notre impression d'une extraordinaire richesse et d'une incroyable diversité.

Yvette Humbert Fink



Wal-Mart à l'index

Une bien heureuse initiative a été prise par l'un des plus importants fonds de pensions du monde (près de 250 milliards), celui du gouvernement norvégien. Dorénavant, il ne détient plus de titres de la société américaine Wal-Mart, numéro 1 mondial de la distribution, en raison des atteintes graves portées aux droits du travail et de la personne humaine, constatées depuis de nombreuses années dans cette entreprise. Pour des raisons écologiques, les titres d'autres groupes importants ont aussi été écartés.

Edith Samba

Pour lutter contre la faim

Les fondations Rockefeller et Bill Gates vont investir 150 millions de dollars dans des projets visant à lutter contre la pauvreté et la faim en Afrique. Elles ont conclu un partenariat appelé «Alliance pour une révolution verte en Afrique», dans le but d'augmenter la productivité en améliorant la disponibilité et la variété des semences pour les agriculteurs. Ce sont ainsi des dizaines de millions de personnes qui seront aidées en Afrique sud-saharienne. Par ailleurs, le milliardaire Soros veut investir 50 millions dans un projet de développement «Villages du millénaire» appliqué déjà dans 79 villages d'Afrique dont l'Éthiopie.

Le Courrier, septembre 2006

Des tables pour fuir la solitude

Un repas, ça se partage! Ce n'est pas toujours le cas pour les personnes âgées lorsqu'elles se retrouvent seules. C'est pourquoi quelques maîtres de maison ont imaginé de se mettre aux fourneaux et d'accueillir, une ou deux fois par semaine, quelques invités (pas plus de 9 pour ne pas devenir hôtelier). Pour un prix modique (15 francs en général), on offre des plats cuisinés, mijotés et surtout une ambiance conviviale qui réchauffe le cœur. L'expérience s'étend dans notre canton à Pailly, Method, Chavornay, etc., et semble couronnée de succès.

Pressehebdo Nord Vaudois,
31 août 2006

Seconde vie pour les portables

La récolte d'anciens natels a pour objectif de sortir les nombreux aveugles africains de l'anonymat et de la mendicité afin de mieux les intégrer dans la société. En envoyant vos anciens portables GMS avec chargeurs à la Mission évangélique braille (MEB), ils connaîtront une seconde vie. Après une révision technique, ils seront remis à des personnes souffrant de cécité qui suivent des programmes d'alphabétisation en braille en Afrique: Burkina Faso, Bénin, Côte d'Ivoire, Congo. Contact: MEB, avenue Ruchonnet 20, 1800 Vevey, tél. 021 921 66 88, internet: www.mebraille.ch.

Nouvelle Planète a 20 ans

Dans le but de favoriser des échanges directs entre l'Europe et les pays du Sud, Nouvelle Planète a mis en place des voyages où des groupes peuvent aller rencontrer l'autre pour mieux le comprendre. Le premier camp a réuni 15 participants pour le Burkina Faso. Dix ans plus tard, 120 participants répartis en huit camps s'envolaient dans quatre pays différents. En 2000 ont eu lieu les premiers camps pour adultes-ânés. Cette année, après 20 ans d'activité, 349 personnes participent à cette aventure, vers 10 pays cette fois. Une séance d'information pour les camps 2007 en Afrique, en Inde, au Vietnam, aux Philippines et à Madagascar aura lieu le 3 novembre à Lausanne. S'inscrire à Nouvelle Planète, 1042 Assens ou à: www.nouvelle-planete.ch.

D'après le journal *Nouvelle Planète*,
septembre 2006

N'hésitez pas à envoyer vos bonnes nouvelles à Yvette Humbert Fink, 26, rue de la Paix, 1400 Yverdon-les-Bains, tél./faxe 024 425 35 15. Merci!

Education .vs. instruction

«Les jeunes sont l'avenir du monde». Que voilà une formule poétique. Mais on se surprend parfois à penser: «Ce sont des gens d'hier, qui ont reçu une éducation d'avant-hier, qui préparent la jeunesse d'aujourd'hui à affronter les défis de demain.» Cet inquiétant constat a au moins le mérite de nous rappeler que le monde change rapidement. De quoi nos enfants auront-ils un urgent besoin demain? Quelles compétences doivent-ils acquérir pour être en mesure de bien vivre dans ce monde qui sera le leur? Le savons-nous seulement?

Jacques Delors a dit que l'éduca-

tion, c'est apprendre aux jeunes à être, à connaître, à faire, et à vivre ensemble. Quatre piliers pour construire une société solide. Mais il faut y mettre les moyens. A ceux qui disaient que l'éducation coûte cher, Abraham Lincoln déjà répondait: «Eh bien, essayez l'ignorance!». Mais être d'accord sur la nécessité d'une chose n'empêche pas de se poser des questions sur la meilleure manière d'y parvenir...

Vos contributions sur ce thème sont les bienvenues. Vous pouvez les adresser jusqu'au 21 novembre au plus tard à Rémy Cosandey, Léopold-Robert 53, 2300 La Chaux-de-Fonds. (mb)

L'essor

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

Équipe de rédaction
Mousse Boulanger, Jeanlouis Cornuz, Rémy Cosandey, Yvette Humbert Fink, Susanne Gerber, Henri Jaccottet, Pierre Lehmann, Delia Mamon, Emilie Salamin-Amar, Edith Samba, Agnès Zawodnik.

Administration et retours
L'Essor - Abonnements
Rue Ph.-H.-Mathey 4
2300 La Chaux-de-Fonds

Rédacteur responsable
Rémy Cosandey
Léopold-Robert 53 - 2300 La Chaux-de-Fonds
032/913 38 08; cosandeyremy@hispeed.ch

Abonnement annuel : Fr. 36.- (20 euros)
CCP-12-2620-0 Genève

Composition et impression
Société coopérative du Journal
de Sainte-Croix - 1450 Sainte-Croix

L'essor - ISSN 1023-5663

déla i pour le prochain numéro : 21 novembre 2006
prochain forum : Education .vs. instruction